

CONTRIBUTION DU SYNDEAC A LA CONSULTATION NATIONALE SUR L'EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE

L'annonce du lancement de cette concertation a été accueillie avec beaucoup d'intérêt par le SYNDEAC, qui demande depuis longtemps la mise en place d'un vaste plan d'éducation artistique. Nous avons en son temps soutenu le plan Tasca Lang, malheureusement arrêté par le ministre de la Culture de Jacques Chirac : J.J. Aillagon.

Cette contribution reprend certaines **propositions pour l'art et la culture** validées par tous nos adhérents en Assemblée générale le 17 septembre 2012. Elles s'ajouteront bien entendu à celles élaborées lors des travaux en vue de la prochaine loi d'orientation auxquels nous participerons.

Mais avant tout développement sur ces sujets, il faut rappeler notre désarroi après le refus du gouvernement de reconnaître de la Culture prioritaire comme il l'a fait pour l'Éducation Nationale : nous attendons ce signe fort en direction de l'éducation artistique et culturelle que la société française soutient et mérite. La création artistique joue un rôle central dans une démocratie. Elle est une des sources qui l'irrigue, elle lui donne force et forme ; elle participe puissamment à l'élaboration d'un bien commun : la langue.

Une telle décision, d'ailleurs peu coûteuse, démultipliera les énergies et les actions dans le domaine de l'art et la culture et dans d'autres domaines.

Une nouvelle dynamique peut durablement réunifier les paysages culturels et artistiques, rafraîchir nos perceptions, nos relations donner un nouveau souffle à notre imaginaire, un nouvel horizon à la pensée.

C'est, pour nous, un enjeu politique majeur.

Etat des lieux

Le réseau de la création et de la diffusion, représenté par le SYNDEAC, a développé une longue histoire avec l'éducation artistique et culturelle, ce domaine étant depuis toujours directement lié à nos missions principales.

Rappelons les premiers PACTE, qui deviendront ensuite des PAE (1981) et entraîneront en 1983 la signature du premier protocole d'accord associant les ministères de la Culture et de l'Éducation Nationale.

Depuis les années 80, notre réseau de structures publiques peut donc se prévaloir d'une pratique éprouvée du partenariat à différentes échelles (interministérielle, inter collectivités, inter établissements et interprofessionnels – artistes, enseignants, intervenants), ancrée dans une approche territoriale. Ce n'est un étonnement pour personne puisque l'histoire de la décentralisation trouve son origine dans ces partenariats qui ne se nommaient pas mais se pratiquaient quotidiennement.

Ce réseau représenté par le SYNDEAC (structures culturelles et compagnies) réunit aujourd'hui une **grande diversité de domaines artistiques** : théâtre, danse, cirque, marionnettes, musiques actuelles et arts plastiques. Il couvre **l'ensemble du territoire** et développe en proximité un travail conséquent d'élargissement des publics et de médiation culturelle à différents niveaux.

Il faut retrouver le souffle du plan Tasca/Lang pour l'école, doté de moyens conséquents : 263 millions de Frs soit plus de 40 millions d'€ 2001 (47,73 millions d'€ 2012 !). Ce plan envisageait cette démarche de façon globale tant pour l'école que pour les structures culturelles.

La place de l'artiste

Pour nos entreprises, il s'agit d'un véritable mouvement essentiel de reconnaissance et d'innovation qui n'a cessé depuis de nombreuses années de se développer. Le SYNDEAC s'est toujours fait le porte-parole de cette volonté politique d'associer artistes et personnels éducatifs autour du développement individuel des enfants et des jeunes, de renouvellement et d'élargissement des publics des institutions culturelles, mais aussi autour et surtout **d'enjeux de société sur la place donnée à l'artiste dans la cité.**

L'artiste est à l'origine de l'art. Il n'est pas une interface entre une pensée sur l'art et le public. Il est force de proposition, de transmission et joue un rôle primordial dans l'accès démocratique à la culture pour tous. Il fait preuve d'intuition culturelle et sociale, d'audace territoriale. Il imagine une conception souvent novatrice et pionnière du monde, des enjeux majeurs de nos sociétés. Sa mission de transmission est complémentaire de celle de l'éducation nationale. Ainsi ont été pensées la décentralisation et la responsabilité de la société (et donc de l'État) en la matière.

Le cheminement avec les œuvres (spectacle vivant, tous domaines confondus, arts plastiques, arts numériques, cinéma, audiovisuel, musique, littérature et lecture... et tous croisements de disciplines) **et leurs auteurs**, l'approche du processus de création sont les pivots essentiels de toute action éducative et artistique. Le milieu scolaire a toujours été un lieu privilégié pour la rencontre, mais il ne doit pas être le seul à être concerné : les champs extrascolaires et périscolaire doivent également être investis. Il est important de réaffirmer avec force l'autonomie de l'éducation artistique, et de **prendre conscience que les objectifs éducatifs seront d'autant mieux atteints si l'on donne la priorité aux objectifs artistiques.**

Le succès des actions menées n'est possible que sur la durée, elles doivent être pensées et articulées en tenant compte des rythmes et des différentes époques de la vie des jeunes (primaire, collège, lycée).

Lorsque l'artiste intervient, c'est en tant que tel qu'il est sollicité. À ce titre, il conserve le même rôle, parle et pense son métier à cet endroit. Son travail de transmission se conçoit comme un prolongement de son acte artistique. Il est intimement lié à la création. Transmettre son art, c'est aussi déplacer le regard sur son geste artistique. Aujourd'hui, pour beaucoup d'artistes, cette pratique devient, autant par ses contraintes que par les rencontres qu'il occasionne, une réflexion décisive qui permet de nourrir la création. De cet endroit sont nées et naîtront de multiples formes qui font évoluer les questions de la représentation. Comme l'artiste reste un créateur lorsqu'il agit dans ce cadre de transmission et sensibilisation, son statut social ne doit pas changer et ces actions doivent ainsi permettre l'accès au régime d'assurance chômage. Cette véritable continuité est à la fois reconnaissante de la diversité des missions confiées aux artistes ou dont ils se saisissent, et le garant d'une rencontre sensible et réelle avec les populations.

La pratique artistique doit être favorisée car elle permet une autre forme d'apprentissage et d'accès à la connaissance, elle développe l'accès au sensible tout en recherchant une connaissance de soi et de sa singularité. Il est donc nécessaire d'avoir du temps et des espaces pour ces pratiques et qu'elles s'adressent à tous. La notion de parcours artistique, dans une continuité logique tout au long de la vie scolaire, est certainement à privilégier auprès des jeunes enfants pour leur permettre un meilleur accès à toutes les formes d'art et toutes les formes de pratiques : ils jouiront toute leur vie les bénéfices de cette formation que ce soit en tant que praticiens ou en tant que spectateurs.

C'est la raison pour laquelle il faut **sensibiliser, informer et mieux former** tous les acteurs de l'éducation artistique et culturelle, à tous les niveaux d'intervention (professionnels de la culture, artistes, enseignants, animateurs, responsables de collectivités), les inciter à créer des liens entre eux et leur permettre ainsi d'évoluer.

L'enjeu est de préparer les artistes à investir les questions de l'éducation artistique et culturelle et de familiariser le personnel éducatif au travail de l'artiste. Les outils mis en place pourraient être financés prioritairement.

Et dans ce rapport entre les artistes et le milieu éducatif, il faut redire la place capitale prise, et qu'il convient de leur laisser, par les établissements culturels et les compagnies qui structurent ce travail sur tout le territoire : le cahier des charges de ces institutions contient une mission en éducation artistique. Il s'agit de la revendiquer, de la défendre et de la renforcer. Une véritable politique de

“SYNDEAC,

18/12/2012

l'école du spectateur doit enfin être menée dans notre pays, par une triple action de création, de diffusion et de formation des intervenants avec des moyens adaptés. Cette question récurrente des publics jeunes, dont chacun affirme régulièrement qu'elle devrait être prioritaire, est un élément indispensable de l'éducation artistique. Elle pourrait impliquer et mobiliser puissamment les collectivités territoriales dans le cadre d'une nouvelle étape de décentralisation et figurer dans la nouvelle loi d'orientation et de création.

Il faut défendre cette pratique artistique et la renforcer en créant des services éducatifs étroitement associés à une véritable politique de l'école du spectateur. Il s'agit de développer une triple action de création, de diffusion et de formation des intervenants avec des moyens adaptés

Elle s'inscrit dans une démarche plus large en direction de tous les publics, qui inclut les actions destinées à développer certaines pratiques artistiques amateurs.

L'élaboration d'un projet artistique doit se penser avec et à partir des artistes. Il est inconcevable d'envisager « l'intervention comme prolongement de la création » si elle n'est pas à chaque fois singulière et reliée aux préoccupations de l'artiste. Il s'agit ici d'éloigner l'intervention comme une prestation de service et de la considérer bien plus comme un projet partagé, élaboré de conserve avec les enseignants, l'établissement scolaire, l'établissement culturel. Dans ces conditions, il est important que les institutions artistiques et culturelles, partenaires privilégiées, puissent compter sur la présence régulière d'artistes associés, de compagnies permanentes...

Quelques mesures incitatives nécessaires

- Une condition de la réussite d'une telle politique réside dans le niveau de financement alloué aux actions à développer.
- Il est indispensable de créer des passerelles entre les ministères de l'Education et de la Culture sur ces questions, en particulier sur la mise en place de dispositifs pérennes et sur le contenu des certifications complémentaires du personnel enseignant.
- Nous proposons d'ouvrir un débat sur les pratiques amateurs et de revoir le décret du 10 décembre 1953 qui régit la rémunération des amateurs. Il s'agit de permettre aux amateurs de participer à ces activités dans le respect d'une réglementation améliorée. Les dispositifs actuels peuvent être un frein aux projets participatifs, particulièrement propices à la cohésion sociale et au rapprochement des populations.
- Un autre sujet d'importance est l'agrément nécessaire pour bénéficier que ces heures soient prises en compte ce qui interdit aux compagnies de le faire ou conduit trop souvent à des montages administratifs confus.
- Depuis les changements induits par le nouveau protocole d'assurance chômage de 2003 pour les annexes 8 et 10, nous demandons la reconsidération de la prise en compte du nombre d'heures d'enseignement dispensé dans le calcul des droits des salariés. Il est inadmissible que, lorsque est dépassé le plafond de 55h, le reste des heures déclarées le soit au régime général alors même que les artistes et techniciens envoyés en missions de médiation le sont en fonction de la nature de leurs activités et en lien avec des créations. Nous préconisons d'intégrer jusqu'à 169h d'enseignement dans le calcul global. Cela induit de la part des organismes sociaux (UNEDIC, URSSAF) la reconnaissance de l'activité protéiforme de ces professions.
- Mise en place de dispositifs pérennes d'éducation artistique au sein de l'Education Nationale en concertation avec le Ministère de la Culture.
- La mise en place de concertation avec les différents financeurs des plans d'éducation artistique (échelon territorial) et l'harmonisation des politiques culturelles des différents niveaux.